
Une nouvelle ère politique en Israël

Dan Leon

Il ne semble pas y avoir *a priori* de difficultés à décrire la nouvelle ère politique qui s'est ouverte avec la victoire de Benyamin Netanyahu (Bibi) aux élections de mai 1996 et la formation d'une coalition comprenant les partis de droite et les religieux.

Sur la base d'un slogan proclamant que "seul Bibi est bon pour les juifs", le Likoud a battu le parti travailliste de Shimon Pérès à la première élection du Premier ministre au suffrage universel direct avec 50,4% des voix. A peu près 20% de l'électorat était composé d'Arabes israéliens (qui préfèrent se faire appeler Arabes palestiniens, citoyens d'Israël) dont presque tous ont voté Pérès. En ce qui concerne ce que la droite israélienne appelle le "vote juif", il est exact que parmi les Israéliens juifs (80% de la population, soit cinq millions et demi) Netanyahu a obtenu presque 6 voix sur 10.

La référence au vote juif est significative. Il y a maintenant près d'un million d'Arabes israéliens, soit un habitant sur six; cependant, en octobre 1995, Netanyahu, alors leader de l'opposition, affirmait qu'un gouvernement "reposant sur une majorité non sioniste n'était pas habilité à prendre des décisions légitimes". Il faisait référence au soutien que les parlementaires arabes de la Knesset apportaient au gouvernement de Shimon Pérès durant la phase de retrait israélien des territoires occupés en application des accords d'Oslo.

De telles déclarations s'inscrivent pleinement dans le credo nationaliste dont Netanyahu a été imprégné dès sa jeunesse et pour lequel se bat le Likoud. Depuis le début des années vingt, cette école de pensée exclut l'idée d'un accord israélo-palestinien pour privilégier l'établissement d'un rapport de forces dominé par la puissance militaire juive à laquelle

Hiver 1996-1997

les Palestiniens devront se soumettre. Avant la création d'Israël, c'était déjà le programme du principal opposant de David Ben Gourion, le leader révisionniste Ze'ev Jabotinsky (1880-1940), référence politique du père de Benyamin Netanyahu.

L'application de cette doctrine sioniste radicale aux questions politiques actuelles se retrouve tout à fait dans les principales orientations adoptées et publiées en juin 1996 par le nouveau gouvernement; en voici quelques extraits:

— L'établissement de la paix avec tous les voisins devra être subordonné à la sauvegarde de la sécurité du pays et de chacun de ses citoyens.

— Jérusalem, capitale d'Israël et cité une et indivisible, restera à jamais sous souveraineté israélienne.

— Le gouvernement proposera aux Palestiniens un système d'autonomie excluant l'établissement d'un Etat palestinien et toute forme de souveraineté étrangère à l'ouest du Jourdain. Par ailleurs, il s'opposera au droit au retour des populations arabes où que ce soit à l'ouest du Jourdain.

— L'action du gouvernement sera fondée sur le principe que le droit du peuple juif sur la terre d'Israël est éternel et imprescriptible.

— Israël garantira l'existence et la sécurité des colonies juives (à Gaza et en Cisjordanie) comme leur appartenance à l'Etat d'Israël.

— Le maintien de la souveraineté israélienne sur le Golan sera la base de toute forme d'accord avec les Syriens.

— Le gouvernement mettra tout en œuvre pour assurer le peuplement du Néguev, de la Galilée, du Golan, de la vallée du Jourdain, de la Judée-Samarie (la Cisjordanie) et de Gaza qui représente un enjeu national pour la défense d'Israël et la réalisation du projet sioniste.

La sécurité et la paix

Avec le recul, la principale raison du vote en faveur de Netanyahu semble avoir été sa promesse d'établir la paix dans la sécurité; la sécurité ayant été la préoccupation fondamentale des électeurs. Dans la vague traumatisante des attentats terroristes en Israël, Netanyahu a su convaincre une majorité des électeurs juifs qu'il était plus capable que ses adversaires d'assurer la paix. Il faut rappeler qu'au cours du seul hiver 1995, 59 personnes ont été tuées par des terroristes et que le phénomène des commandos-suicides palestiniens a été particulièrement inquiétant.

Dans le cadre de la configuration politique actuelle, il est probable que Netanyahu restera au pouvoir pour au moins quatre ans. Après les premiers mois d'exercice du pouvoir par son gouvernement et la coalition qui le soutient, la question centrale qui doit être aujourd'hui posée est de savoir si ses propositions permettent de continuer des négociations constructives avec les Palestiniens dans le cadre des accords d'Oslo ?

Alors que Netanyahu promet de respecter ces accords (auxquels il est

opposé parce qu'il les estime contraires aux intérêts d'Israël), les principales orientations sur lesquelles il se fonde intègrent un certain nombre de conditions totalement inacceptables pour l'autre partie sur des points essentiels : les propositions d'autonomie et le refus d'un Etat palestinien ; le rejet de tout compromis territorial avec la Syrie ; la volonté de poursuivre la colonisation juive dans les territoires occupés ; l'exigence de Jérusalem pour capitale d'Israël.

Alors que le gouvernement de Shimon Pérès avait laissé ouvertes les trois premières questions, la politique de Netanyahu apparaît manifestement incompatible avec de quelconques avancées dans la perspective tracée par Oslo.

On peut percevoir Netanyahu comme un pragmatique aussi bien que comme un nationaliste mais il demeure encore une grande part de mystère à propos de beaucoup de ses positions et de ses décisions. Même si le Premier ministre voulait adopter des orientations politiques plus modérées, sa marge de manœuvre apparaît comme limitée. Il ne faut pas oublier en effet qu'il conduit une coalition majoritairement dure où il dépend du soutien d'un bon nombre de ministres aux positions particulièrement intransigeantes comme Hammeur du parti national religieux, ou comme Sharon, Eitan et Begin.

Les colonies comme enjeu majeur

Les observateurs qui pensaient que Netanyahu mettrait en oeuvre une politique sans compromis, ont vu leurs pires craintes confirmées dès les premiers mois de son gouvernement : par exemple, avec sa décision d'autoriser la reprise sur une large échelle de la colonisation des territoires occupés (en Cisjordanie, à Gaza, sur le Golan aussi bien qu'à Jérusalem Est pour des dizaines de milliers de juifs). Le porte-parole des colons, Yehiel Leiter n'a pas caché que leur but était d'empêcher la création d'un Etat palestinien. Comme il l'a déclaré au *Jerusalem Post* le 26 juillet 1996 : "*Les colonies constituent le seul moyen d'empêcher la création d'un Etat palestinien en faisant en sorte qu'il n'existe aucune continuité territoriale entre les principaux centres de population palestinienne*" situés dans la zone C dont le statut est encore à négocier et qui représentent 73% de la Cisjordanie. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que la politique de colonisation de Netanyahu soit perçue par Arafat et Fayçal Hussein comme une déclaration de guerre.

Par ailleurs, Netanyahu n'a rien fait de décisif pour mettre un terme à la fermeture prolongée des territoires qui a eu pourtant des conséquences économiques désastreuses pour la population palestinienne.

De même pendant sa campagne électorale, il affirmait de manière péremptoire qu'il ne rencontrerait pas Arafat. Devenu Premier ministre, il a finalement accepté de s'asseoir à côté de lui mais en faisant tout pour l'humilier. Une telle arrogance ne peut être facilement oubliée.

Hiver 1996-1997

Un exemple *a contrario*

Un exemple particulièrement significatif de la politique conduite par le Premier ministre a été l'ouverture, fin septembre 1996, du tunnel hasmonéen reliant l'esplanade du mur des Lamentations à la via Dolorosa dans la vieille ville. Pourquoi a-t-il pris une telle décision qui a choqué les Palestiniens, le monde arabe et la communauté internationale sans même au préalable consulter ses propres services de sécurité ?

Depuis son arrivée au pouvoir la nouvelle équipe de Netanyahu a eu très peu de contacts avec les Palestiniens. Soit que le nouveau Premier ministre voulait ainsi démontrer l'emprise israélienne sur toute la ville de Jérusalem sans se soucier des aspirations des Palestiniens et de leur attachement pour la ville, soit qu'il était persuadé que dans cette affaire, les Palestiniens seraient condamnés à l'impuissance face à la supériorité du dispositif des forces israéliennes.

Le résultat, ce fut une insurrection palestinienne au cours de laquelle 16 soldats israéliens furent tués par la police palestinienne et plus de 60 Palestiniens tués par les Israéliens à Jérusalem et en Cisjordanie.

L'argumentation de la droite israélienne fut évidemment de prétendre que le tunnel, désigné par Netanyahu comme le berceau de l'existence juive, était seulement un prétexte saisi par les Palestiniens pour affronter Israël non plus avec des pierres mais avec des fusils. A cette occasion le vieux slogan utilisé contre Yitzhak Rabin "*Qui leur a donné des fusils ?*"

En fait la réponse à la question est : "Menahem Begin", qui, en tant que Premier ministre du premier gouvernement Likoud en 1977, avait signé les accords de Camp David avec l'Egypte en septembre 1978, accords qui reconnaissent les droits légitimes de peuple palestinien (Begin préférant le terme d'"Arabes de la terre d'Israël"). Ces accords postulaient que dans le cadre de l'autonomie établie en Cisjordanie et à Gaza, et avant que soit envisagé un règlement permanent, serait établie "*une unité puissante de police locale qui pourrait inclure des citoyens jordaniens afin d'assurer la sécurité et l'ordre public*". Avec une telle formulation, on imagine difficilement que ces policiers ne soient armés que de catapultes!

Quinze ans plus tard, à la suite du redéploiement des forces israéliennes en application des accords d'Oslo, la police palestinienne a commencé à travailler sous les ordres de l'autorité nationale palestinienne. Cette force représente une expression des droits légitimes du peuple palestinien beaucoup plus qu'une version quelconque de la milice d'Antoine Lahad entièrement financée et commanditée, par Israël au sud-Liban.

Dans une telle situation de provocation, comment s'étonner que les fusils soient utilisés pour défendre les Palestiniens ?

Gagner du temps

Le contrôle du reste du pays par l'Autorité nationale palestinienne et la police palestinienne dépend des négociations israélo-palestiniennes qui ont déjà pris du retard par rapport au calendrier fixé à Oslo. Bien que les négociations aient connu sous Rabin et Pères des hauts et des bas, la seule ville où le redéploiement est retardé depuis de nombreux mois est Hébron où 400 juifs vivent parmi plus de 100 000 Palestiniens.

Les équipes de Netanyahu et de Arafat conduisent les négociations pour faire aboutir un accord conclu sous le gouvernement de Pères. Ce n'est plus qu'une question de temps avant que la police palestinienne contrôle la plus grande partie d'Hébron.

La question qui se pose est de savoir jusqu'où ira Netanyahu. Tout en affirmant qu'il est engagé par des accords internationaux conclus par le précédent gouvernement, il peut se croire autorisé à faire l'économie des accords d'Oslo en s'assurant qu'Hébron sera son ultime "concession" majeure à l'ANP.

Le Likoud d'Yitzhak Shamir a fait de l'obstruction après Camp David jusqu'à ce que les négociations s'épuisent (le secrétaire d'Etat américain, exaspéré, était allé jusqu'à donner un n° de téléphone aux Israéliens pour le cas où ils voudraient, enfin, parler de la paix !). La coalition actuelle pourrait de la même façon essayer de gagner du temps sans vouloir pour autant compromettre les questions décisives comme le statut de Jérusalem, l'autonomie, la colonisation, les réfugiés, les frontières et l'eau,

Si le nouveau gouvernement à Jérusalem travaillait dans un cadre dépourvu de toute contrainte politique et dans lequel il ne suivrait que ses propres orientations, avec la volonté de réaliser son scénario excluant toute sorte de compromis, il pourrait apparaître d'autant plus fort que la position palestinienne serait faible.

Dans cette hypothèse, Oslo mourrait de mort naturelle. En fait, la situation est beaucoup plus complexe et de nombreuses considérations cruciales contradictoires, dont plusieurs en faveur des Palestiniens, doivent être prises en compte.

D'abord, quel que soit le respect des principes, les gouvernements en réalité choisissent, ou sont contraints d'adopter, des politiques différentes voire contraires. L'exemple classique est le traité de paix signé avec l'Égypte par Menahem Begin en 1979. C'était le premier traité de paix signé par Israël avec l'un de ses voisins arabes ; il fut signé par un Premier ministre du Likoud et non du parti travailliste ; et il impliquait le retrait par Israël de tout le Sinaï jusqu'au dernier kilomètre et l'évacuation des colonies israéliennes. Ce qui était parfaitement incompatible avec l'idéologie et le programme du Likoud.

Pas plus que ne figurait au programme de son gouvernement en 1972,

la décision d'Yitzhak Rabin de reconnaître l'OLP et de commencer à négocier ce qui allait devenir les accords d'Oslo. De son côté le parti travailliste, lors de ces élections, n'a pas vu venir ce tournant décisif et s'opposait à la reconnaissance de l'OLP et d'Arafat. Avec de tels précédents, est-il encore inconcevable que Netanyahu puisse être l'artisan de la paix avec les Palestiniens ?

Le soutien populaire au processus de paix

Deuxièmement, un sondage, effectué immédiatement après les élections du 29 mai 1996 par le centre Steinmetz de l'Université de Tel Aviv, indique que 66,3 % des juifs israéliens soutiennent le processus de paix, Le baromètre Steinmetz est considéré comme un des plus sérieux instruments de mesure de l'opinion publique. Pour ce sondage aucun Arabe israélien n'a été consulté. Mais dans un autre sondage effectué séparément à la même date, ils apparaissent comme soutenant massivement le processus de paix de telle sorte que la proportion finale sur l'ensemble de la population serait beaucoup plus élevée.

Netanyahu, leader jeune et ambitieux, sait bien que beaucoup de ceux qui ont voté pour lui veulent la sécurité mais pas au prix de la guerre. Si les préoccupations sécuritaires ont pu peser dans le mandat qu'ils lui ont donné, s'ils lui ont accordé leur confiance pour mener les négociations avec les Palestiniens autrement que ses prédécesseurs, ne lui ont-ils pas aussi confié la charge de poursuivre le processus de paix ?

Alors, le Likoud ne peut se permettre d'être "un parti de guerre" quand tous les sondages montrent qu'une large majorité veut la paix. Ce large soutien à la paix a été confirmé par un sondage en novembre 1996, quelques mois après l'installation de la nouvelle administration. Parmi les signes du croissant soutien à la paix, il fait apparaître que 57 % ont exprimé leur soutien non seulement au retrait israélien de la plupart des colonies dans les territoires occupés mais aussi à la création d'un Etat palestinien ce qui va beaucoup plus loin que le parti travailliste.

L'armée dans une société en évolution

De plus, encore qu'il soit sans doute trop tôt pour en évaluer les raisons et les conséquences, on constate un déclin général de ce qu'on peut appeler la "motivation" au sein de l'armée israélienne. En octobre 1996, un parlementaire révélait que, sur 331 réservistes rappelés sous les drapeaux à Naplouse, seulement 10% se sont présentés. Le chef d'état major a reconnu que nous sommes "*loin de l'époque où l'uniforme de l'armée était une source de fierté... Eviter l'armée n'est plus désormais considéré comme une tache dans son dossier*"

La plupart de ceux qui évitent de rejoindre une unité de combat ou

qui se dérobent à l'obligation de réserviste ne le font que parce qu'ils "en ont assez". Après six guerres en près de cinquante ans, le projet de paix forgé par Rabin et Pères a apparemment suffi à les persuader que trois ans sous l'uniforme sont autant de perdus ; dans le même esprit, l'obligation de servir comme réserviste n'est plus aussi respectée que par le passé.

De telles positions semblent plus naturelles maintenant que le contexte est devenu en Israël ouvertement matérialiste et carriériste. De plus en plus d'Israéliens, même s'ils sont prêts à défendre leur patrie s'ils sont convaincus qu'elle est réellement menacée dans sa survie privilégient dans Israël le pays où vivre plutôt que la patrie pour laquelle mourir. Le Premier ministre ne peut l'ignorer.

L'Etat palestinien

Troisièmement, l'opposition de Bibi Netanyahu à un Etat palestinien arrive peut-être trop tard. Le numéro de printemps 1996 de *Israel and Palestine Journal* est consacré à la question de l'autonomie ou de l'Etat. Bien que cela soit contesté par quelques écrivains palestiniens, le journaliste israélien, Victor Cygielman, co-rédacteur en chef du Journal, et l'avocat international américain basé à Paris, John Whitbeck, défendent tous les deux la thèse selon laquelle l'Etat palestinien existe déjà dans une large mesure.

En vérité, "il lui manque encore un attribut essentiel de souveraineté — des territoires et des frontières reconnus internationalement (Cygielman). Mais pour Israël, "il n'y a désormais qu'une seule option: accepter la souveraineté palestinienne... L'acceptation par Israël de l'Etat palestinien est essentielle pour qu'une paix durable soit réalisée" (Whitbeck).

De sérieuses discussions non officielles entre Israéliens et Palestiniens ont été consacrées aux problèmes tels que ceux des frontières et des colonies bien que les propositions de compromis qui ont émergé soient bien sûr encore rejetées par Netanyahu et son gouvernement. Cygielman croit que "néanmoins personne ne peut prévoir ce qui pourrait arriver. Le maintien de Netanyahu au pouvoir dépend notamment de la survie politique de Arafat et en conséquence du progrès des négociations israélo-palestiniennes".

Quatrièmement, la position d'Israël dans la communauté internationale s'est gravement détériorée depuis que le nouveau gouvernement a commencé à remettre en cause le processus de paix. L'opposition à cette nouvelle ligne politique est générale — dans le monde arabe, le tiers-monde, en extrême Orient, en Europe et en Amérique. C'est sans doute pour cela que de nombreux observateurs croient qu'en ce qui concerne le processus de paix, quelle que soient ses intentions, Netanyahu ne pourra rien faire de décisif.

Hiver 1996-1997

Israël dépend trop de ses relations avec l'extérieur, notamment les Etats-Unis et l'Europe, pour adopter une politique en désaccord avec eux. Cela est vrai dans tous les domaines, aussi bien politiques, diplomatiques, économiques, commerciaux que militaires... Si Israël tentait de s'isoler durablement de la volonté de la communauté internationale de résoudre des conflits locaux par des moyens pacifiques, il aurait à payer un prix intolérablement élevé pour son économie et son niveau de vie. Benjamin Netanyahu est, de loin, le plus "américain", des leaders de l'histoire d'Israël. Non seulement, il a étudié aux Etats-Unis et y a vécu pendant des années mais toute sa pensée politique est fondée sur une expérience et des approches américaines. On peut alors s'interroger à juste titre sur ses possibilités de choisir — dans les moments cruciaux — des options qui ne prendraient pas en compte les intérêts américains. C'est ainsi qu'en même temps la société israélienne est entrée dans une spirale d'américanisation qui inclut la plupart des aspects de son mode de vie. Le style du nouveau Premier ministre correspond presque parfaitement à ce que son peuple aime et désire. Sachant que le président Clinton était et demeure l'un des leaders mondiaux les plus attachés au succès des accords d'Oslo et du processus de paix, il va sans dire qu'un Israël "de plus en plus américain" ne pourrait adopter une politique anti-américaine. Il reste à voir comment, après la réélection de Clinton, l'entourage du gouvernement israélien pourrait commencer à mettre en cause ce que l'on appelle la "pression américaine" sur Israël.

Un avenir incertain

Même ceux qui sont convaincus qu'il existe une contradiction entre les principes et la réalité devraient noter que bien que nous ayons favorisé certaines options, il est bien trop tôt pour prévoir celles qui se réaliseront. Les premiers mois du nouveau gouvernement, s'ils donnent des indications qui ne sont en aucun cas porteuses d'espoir pour le processus de paix, ne peuvent cependant aliéner l'avenir: une issue heureuse (la paix) ou malheureuse (des conflits ou même la guerre)?

Les Israéliens qui témoignent d'un grand intérêt à la fois pour le passé et pour l'avenir, sont un peuple très politisé. Toutefois, il convient de rappeler que Chaïm Weizmann (1874-1952), l'éminent scientifique et homme politique qui conduisit le mouvement sioniste pendant l'entre-deux-guerres et devint le premier président d'Israël à qui on demandait un jour ce qu'il pensait de l'avenir, répondit: "*Je ne fais jamais de prophéties en Israël, les enjeux sont trop complexes.*"

Dan Leon est écrivain et éditeur à Jérusalem. Il co-dirige la revue *Israël-Palestine Journal*.